



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 62.843/2  
du 14 février 2018

advies 62.843/2  
van 14 februari 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant  
la gestion du registre central  
successoral'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'houdende het beheer  
van het centraal  
erfrechtregister'

Le 17 janvier 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant la gestion du registre central successoral'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 14 février 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 février 2018.

\*

Op 17 januari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het beheer van het centraal erfrechtregister'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 14 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 februari 2018.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Le projet trouve son fondement légal, ainsi que l'indique son préambule, dans l'article 892/6 du Code civil, inséré par l'article 115 de la loi du 6 juillet 2017 'portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice', qui requiert que celui-ci soit délibéré en Conseil des ministres.

L'arrêté en projet doit dès lors être délibéré en Conseil des ministres, ce qui a été fait le 12 janvier 2018 selon la notification transmise par le délégué du Ministre.

Cette délibération doit être mentionnée au préambule. Le proposant sera dès lors rédigé comme suit :

« Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, » <sup>1</sup>.

2. Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', le préambule doit être complété par la mention de l'analyse d'impact qui a été réalisée le 17 novembre 2017, sur la base de l'article 6 de cette loi.

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup>

La disposition sera complétée par un 5<sup>o</sup> définissant la notion de « registre », dont il est notamment question à l'article 3, § 2.

---

<sup>1</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 42, formule F 3-9-1.

### Articles 2 et 3

Lorsqu'à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, il est question d'inscription, il serait plus clair de préciser qu'il s'agit de l'inscription au registre.

### Article 5

Dans son avis n° 56/2017 du 11 octobre 2017, la Commission de la protection de la vie privée faisait l'observation suivante :

« 15. La Commission estime que l'intérêt légitime de la consultation doit également être démontré par les catégories de personnes visées aux points 1° et 2°. L'inscription d'un numéro de dossier, par exemple, pourrait permettre de vérifier la légitimité de l'intérêt de la consultation. Par ailleurs, la Commission s'interroge sur la manière dont la légitimité de la consultation du registre central successoral par 'toute personne' va être vérifiée. Il convient de déterminer davantage les catégories de personnes qui auront accès au Registre central successoral eu égard aux finalités pour lesquelles il a été créé [...].

17. La Commission précise que si une personne adresse une demande de consultation des données figurant dans le registre central successoral pour le compte d'une personne morale, cette personne doit pouvoir justifier le fait qu'elle a bien été mandatée à cet effet.

18. Par ailleurs, la Commission constate que parmi les informations à fournir pour introduire une demande de consultation du registre central successoral, figure le numéro d'identification du Registre national. La Commission rappelle que seules les personnes autorisées peuvent en faire usage ».

Selon le rapport au Roi,

« Les professions juridiques et les juridictions peuvent consulter ces données selon l'exercice de leur fonction. En indiquant une référence de dossier à FEDNOT, gestionnaire du registre, elles déclarent que leur demande de consultation du registre s'inscrit dans le cadre de l'exercice de leur fonction. Ainsi, il est tenu compte de la suggestion au point 15 de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Les pouvoirs publics peuvent eux aussi demander ces données à FEDNOT pour l'exécution de leurs missions légales.

Les particuliers, étant les parties elles-mêmes ou des tiers, devront adresser leur demande de consultation à FEDNOT et démontrer un intérêt. FEDNOT enregistrera ces informations dans la demande et dans les données de log de cette demande dans la base de données même, sans quelque évaluation de cet intérêt étant donné qu'elle n'est pas compétente à cet égard. Les services compétents de FEDNOT reçoivent des instructions spécifiques en matière de protection de la vie privée. Ainsi, il est tenu compte de la suggestion au point 15 de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Lorsqu'une demande de consultation est introduite par une personne pour le compte d'une personne morale, cette personne devra, conformément à la suggestion reprise au point 17 de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, justifier le fait qu'elle a bien été mandatée. FEDNOT conserve la justification à cet égard.

Les données du requérant seront vérifiées et conservées de façon adéquate.

La demande de consultation contient les données nécessaires pour que FEDNOT puisse garantir que les résultats de la recherche se limitent aux données de la personne que l'on recherche. Les données doivent permettre à FEDNOT de ne désigner qu'une seule personne dans la base de données. L'identification la plus indiquée à cet effet est l'utilisation du numéro d'identification unique.

Conformément à la suggestion reprise au point 18 de l'avis de la Commission de protection de la vie privée, les autorisations nécessaires seront sollicitées pour l'utilisation du numéro d'identification ».

Contrairement à ce qu'indique le rapport au Roi, le dispositif n'a pas été adapté entièrement aux suggestions de la Commission de la protection de la vie privée.

À cet égard, plus spécialement, les difficultés suivantes demeurent :

1° L'Inspecteur des Finances relève que le projet examiné s'inspire de l'arrêté royal du 25 septembre 2016 'concernant la gestion du registre central des testaments et du registre central des contrats de mariage', qui a fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 59.053/2 du 16 mars 2016.

Cet arrêté, en son article 11, § 1<sup>er</sup>, 4°, requiert un « intérêt réel » et précise à cet effet :

« L'intérêt du demandeur est réel lorsque ses droits et obligations sont affectés par le régime matrimonial ou par la convention visée à l'article 1478 du Code civil de la personne qui fait l'objet de la recherche. L'intérêt réel est mentionné dans la demande de consultation ».

Il convient pareillement que l'arrêté en projet précise la notion d'intérêt légitime.

2° S'agissant d'une personne morale, seules les données d'identification de celle-ci, et non celles de la personne physique qui procède à la consultation au nom de cette personne morale, doivent figurer dans la demande de consultation (article 5, § 3, 2°, a), *in fine*).

Pareil dispositif est lacunaire.

3° Seules les personnes y autorisées peuvent faire usage du numéro d'identification du Registre national, c'est-à-dire, en l'espèce, de ce que le projet identifie comme étant « le numéro d'identification unique ».

Il en résulte que, lorsque l'auteur de la demande de consultation n'est pas autorisé à utiliser ce numéro d'identification unique, il ne lui sera pas possible d'accéder aux informations sollicitées.

Cette difficulté doit être résolue.

L'auteur du projet peut s'inspirer à cet égard de ce qu'a prévu l'article 11, § 2, alinéa 2, 4°, de l'arrêté royal du 25 septembre 2016.

### Article 7

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, comme le relève l'Inspecteur des Finances, les mots « entres autres » rendent le dispositif incertain.

Celui-ci sera précisé <sup>2</sup>.

2. Le paragraphe 3 ne trouve pas de fondement légal dans l'article 892/6 du Code civil.

La disposition sera omise.

### Article 12

Il est prévu que les articles 107, 2°, 108, 2°, 109 à 117 de la loi du 6 juillet 2017, ainsi que l'arrêté en projet, prennent effet le 1<sup>er</sup> février 2018.

Afin d'éviter toute rétroactivité, la date d'entrée en vigueur sera adaptée.

\*

---

<sup>2</sup> Voir en ce sens l'avis n° 59.053/2 précité, observation n° 2 formulée sous l'article 13.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. Het ontwerp ontleent, zoals de aanhef aangeeft, zijn rechtsgrond aan artikel 892/6 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 115 van de wet van 6 juli 2017 ‘houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijke recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, luidens welk artikel het ontwerp moet worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Over het ontwerp moet dus overleg worden gepleegd in de Ministerraad, wat volgens de notificatie die de gemachtigde van de minister heeft overgezonden op 12 januari 2018 is gebeurd.

Dat overleg moet in de aanhef worden vermeld. Het voordrachtformulier moet dus als volgt luiden:

“Op de voordracht van de minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,”.<sup>1</sup>

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet de aanhef ook de impactanalyse vermelden die op 17 november 2017 is uitgevoerd op basis van artikel 6 van die wet.

## DISPOSITIEF

### Artikel 1

De bepaling moet worden aangevuld met een punt 5° waarin het begrip “register”, waarvan in onder meer artikel 3, § 2, sprake is, wordt gedefinieerd.

---

<sup>1</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 42, formule F 3-9-1.

### Artikelen 2 en 3

Waar in artikel 2, § 1, en in artikel 3, § 1, sprake is van de inschrijving, zou voor alle duidelijkheid moeten worden gepreciseerd dat het gaat om de inschrijving in het register.

### Artikel 5

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft in haar advies 56/2017 van 11 oktober 2017 de volgende opmerking gemaakt:

“15. De Commissie oordeelt dat het gerechtvaardigd belang van de raadpleging eveneens moet worden aangetoond door de in de punten 1° en 2° bedoelde categorieën personen. Zo zou bijvoorbeeld de invulling van een dossiernummer kunnen toelaten de rechtmatigheid van het belang van de raadpleging te controleren. De Commissie stelt zich overigens vragen over de wijze waarop de rechtmatigheid van de raadpleging van het centraal erfrechtregister door "eenieder" zal worden gecontroleerd. De categorieën personen die toegang zullen hebben tot het centraal erfrechtregister dienen nauwkeuriger bepaald te worden, rekening houdend met de doeleinden waarvoor dit register werd opgericht (...).

17. De Commissie verduidelijkt dat wanneer een persoon een aanvraag indient voor raadpleging van de gegevens van het centraal erfrechtregister voor rekening van een rechtspersoon, deze rechtspersoon dient aan te tonen dat hij hiertoe wel degelijk werd gelast.

18. De Commissie stelt overigens vast dat het Rijksregisternummer voorkomt onder de gegevens die moeten worden meegedeeld bij het indienen van een aanvraag om raadpleging van het centraal erfrechtregister. De Commissie herinnert eraan dat uitsluitend gemachtigde personen er gebruik mogen van maken.”

In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“Juridische beroepen en rechtscolleges kunnen deze gegevens raadplegen in functie van de uitoefening van hun ambt. Door het aangeven van een dossierreferentie aan FEDNOT, beheerder van het register, verklaren zij dat hun verzoek tot raadpleging van het register kadert in de uitoefening van hun ambt. Hierdoor wordt tegemoet gekomen aan de suggestie onder punt 15 van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Ook de overheden kunnen deze gegevens opvragen aan FEDNOT voor de uitvoering van hun wettelijke opdrachten.

De particulieren, zijnde de partijen zelf of derden, zullen hun verzoek tot raadpleging moeten richten tot FEDNOT en een belang aangeven. FEDNOT neemt deze informatie op in de aanvraag en in de logs van deze aanvraag in de databank zelf, zonder enige beoordeling van dit belang aangezien zij hiertoe geen bevoegdheid heeft. De bevoegde diensten van FEDNOT krijgen specifieke richtlijnen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Er wordt dus tegemoet gekomen aan de suggestie onder punt 15 van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Indien een verzoek tot raadpleging wordt ingeleid door een persoon voor rekening van een rechtspersoon, zal deze persoon, overeenkomstig de suggestie in punt 17 van het advies van de Commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer, moeten

aantonen dat hij hiertoe wel degelijk werd gelast. FEDNOT bewaart de rechtvaardiging hiertoe.

De gegevens van de verzoeker worden op gepaste wijze geverifieerd en bijgehouden.

Het verzoek tot raadpleging bevat de nodige gegevens opdat FEDNOT kan waarborgen dat de resultaten van de opzoeking zich beperken tot de gegevens van de persoon die men zoekt. De gegevens moeten FEDNOT in staan stellen om slechts één persoon aan te duiden in de databank. De meest aangewezen identificatie daartoe is het gebruiken van het uniek -identificatienummer.

Overeenkomstig de suggestie in punt 18 van het advies van de Commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer, worden de nodige machtigingen aangevraagd voor het gebruik van het identificatienummer.”

Anders dan wat in het verslag aan de Koning staat, is het dispositief niet volledig aan de voorstellen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aangepast.

In dat verband blijven meer in het bijzonder de volgende moeilijkheden bestaan:

1° De inspecteur van Financiën merkt op dat het voorliggende ontwerp aansluit bij het koninklijk besluit van 25 september 2016 ‘houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van huwelijksovereenkomsten’, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 16 maart 2016 advies 59.053/2 heeft gegeven.

In artikel 11, § 1, 4°, van dat besluit wordt een “reëel belang” vereist en wordt daartoe het volgende gepreciseerd:

“Het belang van de verzoeker is reëel wanneer zijn rechten en verplichtingen getroffen worden door het huwelijksvermogensstelsel of door de overeenkomst bedoeld in artikel 1478 van het Burgerlijk Wetboek van de partij waarvoor een raadpleging wordt gedaan. Het reëel belang wordt vermeld in het verzoek tot raadpleging.”

Het ontwerpbesluit zou evenzo het begrip “rechtmatig belang” moeten preciseren.

2° Wanneer het om een rechtspersoon gaat, moeten enkel de identificatiegegevens van die rechtspersoon in het verzoek tot raadpleging worden vermeld, en niet de identificatiegegevens van de natuurlijke persoon die de raadpleging in naam van die rechtspersoon doet (artikel 5, § 3, 2°, a), *in fine*).

Een dergelijk dispositief is lacuneus.

3° Enkel de daartoe gemachtigde personen kunnen gebruikmaken van het identificatienummer van het Rijksregister, dat wil *in casu* zeggen van wat het ontwerp omschrijft als het “uniek identificatienummer”.

Daaruit volgt dat, indien de persoon die om een raadpleging verzoekt niet gemachtigd is dat unieke identificatienummer te gebruiken, hij geen toegang kan hebben tot de gevraagde gegevens.

Die moeilijkheid moet worden verholpen.

De steller van het ontwerp kan zich daarvoor laten leiden door het bepaalde in artikel 11, § 2, tweede lid, 4°, van het koninklijk besluit van 25 september 2016.

### Artikel 7

1. Zoals de inspecteur van Financiën opmerkt, is paragraaf 1, tweede lid, onduidelijk vanwege de woorden “onder meer”.

Die tekst moet worden verduidelijkt.<sup>2</sup>

2. Paragraaf 3 ontleent geen rechtsgrond aan artikel 892/6 van het Burgerlijk Wetboek.

De bepaling moet worden weggelaten.

### Artikel 12

Er wordt bepaald dat de artikelen 107, 2°, 108, 2°, en 109 tot 117 van de wet van 6 juli 2017, alsook het ontworpen besluit, uitwerking hebben op 1 februari 2018.

Om te voorkomen dat het besluit enige terugwerkende kracht zou hebben, moet de datum van inwerkingtreding worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

---

<sup>2</sup> Zie in die zin het voornoemde advies 59.053/2, opmerking 2 over artikel 13.